

## **GE\_GERICHTE A/2533/2013 vom 17. September 2013**

GE Cour de justice, 2013-09-17, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_2533\\_2013](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_2533_2013)

FR: GE\_GERICHTE A/2533/2013 du 17 septembre 2013

IT: GE\_GERICHTE A/2533/2013 del 17 settembre 2013

### **Erwägungen**

#### **E. 2**

ème Chambre En la cause X \_\_\_\_\_ SARL, sis à CAROUGE recourant contre CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE COMPENSATION, sis Service juridique, 12, rue des Gares, GENEVE intimé EN FAIT 1. Par décision du 13 juillet 2013, la CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE COMPENSATION (ci-après la caisse ou l'intimée) a fixé la cotisation 2013 due par X \_\_\_\_\_ Sàrl (ci-après l'employeur ou la recourante) à 75 fr., concernant la taxe professionnelle, en tenant compte d'un effectif de trois salariés. Par pli du 7 août 2013, l'employeur a formé recours, faisant valoir que la société n'employait qu'un salarié en janvier 2013. Par pli du 27 août 2013, la Caisse a conclu au rejet du recours, l'attestation des salaires 2011 de l'employeur mentionnant trois salariés au 31 décembre 2011. Dans le délai fixé au 31 août 2013, la recourante n'a ni produit de pièces justificatives démontrant le nombre de salariés occupés en décembre 2011, ni retiré son recours. Sur quoi, la cause a été gardée à juger le 4 septembre 2013. EN DROIT 1. Conformément à l'art. art. 143 al. 6 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ; RS E 2 05) en vigueur dès le 1er janvier 2011, la Chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 66 al. 1 de la loi cantonale sur la formation professionnelle, du 15 juin 2007 (LFP; C 2 5). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie. 2. Interjeté dans le délai et forme prescrits par la loi, le recours est recevable (art. 66 al. 2 LFP et art. 89B de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985 - LPA ; RS E 5 10). L'objet du litige concerne l'effectif du personnel à prendre en compte pour la fixation de la cotisation annuelle 2013. 4. En vertu de l'art. 62 LFP, les employeurs tenus de s'affilier à une caisse d'allocation familiale et astreints au paiement de contributions, conformément à l'art. 23 al. 1 et 27 de la loi sur les allocations familiales, du 1er mars 1996 (LAF ; RS J 5 10), sont astreints à cotisation en faveur de la Fondation en faveur de la formation professionnelle et continue. Selon l'art. 63 LFP, la cotisation est fixée chaque année par le Conseil d'Etat en francs par salarié et salariée (al. 1). Sont considérées comme personnes salariées toutes les personnes occupées par un employeur ou une employeuse lié à l'art. 62 au mois de décembre de l'année précédant la fixation de la cotisation par le Conseil d'Etat (al. 2). Selon l'art. 64 LFP, la cotisation est perçue par les caisses d'allocations familiales regroupant les employeurs et employeuses visés à l'article 62 (al. 1). Le règlement fixe les modalités de la perception et du transfert des montants prélevés à la direction de la fondation (al. 2). Par arrêté du 29 août 2012, le Conseil d'Etat a fixé le montant de la cotisation annuelle par employé à 25 fr. pour l'année 2013. 5. Selon l'art. 23 al. 1 LAF, doit obligatoirement être affilié à une caisse quiconque a qualité d'employeur au sens de l'article 12 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 20 décembre 1946, s'il possède un établissement

stable dans le canton ou, à défaut d'un tel établissement, s'il y est domicilié. **6.** En l'espèce, la recourante est un employeur tenu de payer la cotisation prévue par l'art. 62 LFP. Elle conteste le montant de la cotisation pour l'année 2013, au motif que l'effectif de l'entreprise est d'un salarié en janvier 2013. Le Conseil d'Etat a fixé en août 2012 le montant de la cotisation de la taxe de formation professionnelle pour 2013 à 25 fr. par salarié. Partant, en vertu de l'art. 63 al. 2 LFP, est déterminant pour l'effectif des salariés à prendre en considération celui du mois de décembre précédant la fixation de la cotisation, soit décembre 2011. Or, il résulte de l'attestation des salaires 2011 de la recourante que celle-ci comptait alors dans ses effectifs 3 employés, ce qu'elle ne conteste pas. Cet effectif a justifié le montant de la cotisation fixé à 75 fr. (3 x 25 fr.). La décision de la caisse est donc bien fondée. **7.** Au vu de ce qui précède, le recours sera rejeté. **PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant A la forme :**

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.